Le Conseil,

Vu le rapport du 9 décembre 1998, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Le projet de budget primitif 1999 du budget annexe des eaux, que je soumetts à votre approbation, a été arrêté à 316 113 760 F, en dépenses et en recettes, toutes sections confondues. En raison de l'affermage du service d'eau potable, le budget d'exploitation (146,484 MF) reflète pour l'essentiel les flux financiers entre la Communauté urbaine et ses fermiers. La section d'investissement (169,630 MF) traduit l'effort financier consenti pour assurer la protection de la ressource et la pérennité des réseaux.

Budget primitif 1999 - budget annexe des eaux - présentation générale (en F) - tableau n° 1

Libellés	Dépenses	Recettes
Exploitation		
mouvements réels	47 803 164	137 460 719
intérêts courus non échus	168 034	
amortissements	63 012 741	9 023 220
autofinancement prévisionnel	35 500 000	
sous-total de l'exploitation	146 483 939	146 483 939
Investissement		
mouvements réels	160 606 601	70 949 046
intérêts courus non échus		168 034
amortissements	9 023 220	63 012 741
autofinancement prévisionnel		35 500 000
sous-total de l'investissement	169 629 821	169 629 821
total du budget primitif	316 113 760	316 113 760

Ce budget annexe d'un service public à caractère industriel et commercial est régi par l'instruction comptable M 49. La gestion financière se fait, comme pour tous les budgets de la Communauté urbaine, par opération. Les crédits inscrits le sont pour leurs montants toutes taxes comprises, la TVA due et mandatée est récupérée par les fermiers auprès des services fiscaux puis reversée à la Communauté urbaine. Ceci donne lieu à des écritures d'ordre, en dépenses et en recettes, qui augmentent les volumes d'investissement de 17,589 MF sans signification économique.

La production annuelle d'eau potable (de l'ordre de 120 millions de mètres cubes) se fait pour l'essentiel à partir de la zone de captage de Crépieux-Charmy au nord de Lyon. Les eaux sont traitées par les usines de Crépieux et de Croix-Luizet et, si besoin, par celle de Rillieux la Pape. La distribution est assurée par un réseau de plus de 3 600 km.

SECTION D'EXPLOITATION

Arrêtée à 146,484 MF, la section d'exploitation est en diminution de 1,44 % par rapport à 1998.

En mouvement réels, les produits se sont infléchis de 1 %, mais les charges de 5 %. L'autofinancement ainsi dégagé s'élève à 35,5 MF, légèrement supérieur à celui de l'an dernier (35 MF).

I - les produits de l'exploitation (tableau n° 2)

En mouvements réels, ils s'élèvent à 137,461 MF contre 138,804 MF l'an dernier.

- le produit de la redevance d'exploitation (2° élément de la redevance) est porté à 55,109 MF (+ 2,46 %) en application des avenants n° 7 et 11 aux contrats d'affermage ;

- le remboursement de la dette pour les biens transférés au 1er janvier 1987 s'élève à 69,100 MF. Il suit le rythme d'amortissement et diminue de 4,22 %. A titre d'information l'annuité de la dette, pour 1999 est de 62,803 MF.

- les autres produits concernent divers remboursements et reversements : celui des charges sociales des personnels détachés, des taxes foncières, de la contre-valeur de la redevance due à Voies navigables de France (fixée à 0,015 F HT le mètre cube facturé).

Budget primitif 1999 - budget annexe des eaux - produits d'exploitation (en F) - tableau n° 2

Compte	Nature	1998	1999	Evolution 1999/1998
64	charges de personnel remboursement des charges sociales	2 850 000	3 500 000	22,81 %
70	ventes de produits	330 000	10 000	ns
75	autres produits de gestion courante 2° élément de la redevance (exploitation) dont redevance Voies navigables de France	56 296 000 53 786 000 2 510 000	56 619 000 55 109 000 1 510 000	0,57 % 2,46 % ns
76	produits financiers 1er élément de la redevance (dette) autres (dont remboursement usine de secours)	76 979 717 72 141 584 4 838 133	73 936 719 69 100 119 4 836 600	-3,95 % -4,22 % -0,03 %
77	produits exceptionnels amortissements dont remboursement des taxes foncières dont rattachement des produits à l'exercice cession d'éléments d'actif	12 169 021 9 820 421 1 763 600 585 000	12 418 220 9 023 220 2 240 000 340 000 815 000	2,05 % -8,12 % ns ns ns
	sous-total des mouvements réels (hors amortissements)	138 804 317	137 460 719	-0,97 %
	total général des produits	148 624 738	146 483 939	-1,44 %

II - les charges de l'exploitation (tableau n° 3)

Les charges réelles, en diminution de 5,03 %, s'élèvent à 47,803 MF.

La part la plus importante est celle des intérêts de la dette qui s'élève à 25,064 MF. L'encours de la dette pour ce budget est de 385,2 MF cette année contre 437,8 MF l'an dernier. La diminution s'explique par l'extinction de contrats anciens et l'amortissement anticipé de contrats en cours très partiellement compensés

par l'encaissement des avances remboursables nouvelles accordées par l'Agence de l'eau. L'annuité 1999 baisse globalement de 4,2 MF par rapport aux prévisions précédentes, par l'effet cumulé de la diminution des frais financiers (2,3 MF) et la réduction de l'amortissement (1,9 MF).

Les autres charges réelles sont destinées, outre les achats et services extérieurs, aux dépenses de personnel et au transfert en investissement de la charge financière pour l'usine de secours. Au total, elles représentent 22,857 MF contre 23,139 MF l'an passé.

Les dotations aux amortissements, les intérêts courus non échus effectuent avec l'autofinancement complémentaire (35,5 MF) un transfert de crédits vers l'investissement de 98,7 MF de même niveau que l'année précédente. L'autofinancement brut ressort à 89,7 MF.

Budget primitif 1999 - budget annexe des eaux - charges d'exploitation (en F) - tableau n° 3 -

Compte	Nature	1998	1999	Evolution 1999/1998
60	achats	35 000	35 000	0,00%
61	services extérieurs	1 813 570	1 768 453	-2,49%
	informatique	665 130	702 000	5,54%
	primes assurances	187 840	145 553	-22,51%
	entretien matériel et charges de copropriété	555 000	390 000	ns
	frais de stages et études	405 600	530 900	30,89%
62	autres services extérieurs	2 227 500	2 387 000	7,16%
	rémunérations de prestations de services	2 020 000	2 180 000	7,92%
	dont insertion, publicité, déplacements,	207 500	207 000	-0,24%
63	impôts et taxes	4 423 945	3 855 000	-12,86%
	versement transport, CNFPT, etc.	100 345	98 000	-2,34%
	autres impôts dont taxes foncières	1 823 600	2 257 000	23,77%
	redevance Voies navigables de France	2 500 000	1 500 000	ns
64	charges de personnel	8 649 908	8 340 800	-3,57%
	rémunérations	4 850 915	4 740 000	-2,29%
	cotisations URSSAF	648 193	600 000	-7,43%
	dont CNRACL	3 150 800	3 000 800	-4,76%
65	autres charges de gestion courante	600 000	810 000	35,00%
	créances irrécouvrables	150 000	150 000	
	charges de structure	450 000	660 000	46,67%
66	charges financières	27 362 435	25 063 747	-8,40%
	intérêts de la dette (long et moyen termes)	27 194 411	24 895 713	-8,45%
	intérêts courus non échus	168 024	168 034	0,01%
67	charges exceptionnelles	4 759 723	5 632 400	18,33%
	subvention aux mutuelles du personnel	21 323	43 000	101,66%
	cotisation au syndicat	60 000	46 000	-23,33%
	capital transféré (usine de secours)	4 578 400	4 578 400	
	dont rattachement de charges	100 000	150 000	ns
	cession d'éléments d'actif		815 000	ns
	sûreté budgétaire	628 651	78 798	-87,47%

	sous-total des mouvements réels (hors intérêts courus non échus)	50 332 708	47 803 164	-5,03%
68	dotations aux amortissements	63 124 006	63 012 741	-0,18%
	autofinancement prévisionnel	35 000 000	35 500 000	1,43%
	total général des charges	148 624 738	146 483 939	-1,44%

SECTION D'INVESTISSEMENT

La section d'investissement, arrêtée à 169,630 MF, est en progression de 6,81 % (10,807 MF par rapport au budget primitif 1998). La Communauté urbaine assure les investissements dans le cadre du plan de mandat, en liaison avec le contrat d'agglomération passé avec l'Agence de l'eau pour une politique visant la qualité de l'eau potable ainsi que la permanence des débits et quantités distribués par un réseau qui avoisine les 3 600 kilomètres.

En terme opérationnel, ce sont 104,201 MF qui sont programmés cette année, financés par les avances et subventions liées aux travaux à hauteur de 47,889 MF, la charge nette pour la Communauté urbaine représente 56,312 MF. A titre de comparaison avec 1998, la dépense progresse de 11,7 MF, la recette de 7,5 MF, la charge nette évolue de 4,248 MF. En terme financier, les masses progressent peu. Elles sont significatives de l'effort d'autofinancement de ce budget mais grevées par la comptabilisation des créances de TVA (17,589 MF) (voir tableau n° 4).

I - l'investissement opérationnel

Les dépenses de maintenance concernent essentiellement le parc informatique (bureautique) et celui de l'informatique technique nécessaire à la gestion automatisée des réseaux, pour 1,551 MF. Le programme annuel de travaux, pour la construction, l'amélioration du réseau et le renouvellement des conduites anciennes, est porté à 41 MF. Cette dotation dépasse de 6 MF celle de l'an passé. Les branchements effectués à la demande de tiers (7 MF), selon les opérations immobilières de l'agglomération, sont financés en partie par les bénéficiaires (5,8 MF).

Le renouvellement des conduites en fonte et le désamiantage parfois nécessaire coûtent 10 MF. Ce sont 4 MF supplémentaires qui ont été affectés à cette modernisation par rapport à ce qui avait été prévu.

Les crédits inscrits en capacité de stockage correspondent à la tranche de travaux de 1999 du réservoir de Sainte Foy lès Lyon et stations annexes (13 MF), sur un total prévisionnel de 42 MF.

Pour la sécurité de la ressource, les prévisions de 1999 pourront permettre la mise en place de la télégestion des réseaux en liaison avec la SDEI et la SEREPI (5 MF). Les travaux de la deuxième tranche de la barrière hydraulique s'élèvent à 3,1 MF. Sur la zone de captage l'enfouissement des lignes électriques et la réhabilitation des sols mobilisent 5 MF. Le transfert du captage de Saint Priest, en raison de la proximité des liaisons autoroutières de l'est lyonnais, pourra être effectué pour 13 MF. Il est financé à hauteur de 9,5 MF par l'Etat et le département du Rhône.

Le lancement des études préalables au projet de raccordement de communes extérieures se limite, cette année à 0,5 MF.

Le financement externe (47,889 MF) des investissements est assuré, outre la TVA récupérée sur les dépenses (17,589 MF), par l'Agence de l'eau (24,5 MF) sous forme de subventions ou d'avances inscrites chaque année selon l'échéancier prévisionnel des dépenses et sur la base des taux prévus au contrat d'agglomération. La participation des constructeurs vient en diminution du coût des branchements (5,8 MF).

II - les mouvements financiers

Les mouvements financiers prévisionnels, en dehors des créances de TVA, sont destinés à assurer l'amortissement du capital de la dette (37,740 MF) et à prévoir une sûreté budgétaire (1 MF). Les autres inscriptions font ressortir les mouvements de section à section, c'est à dire l'autofinancement brut de ce budget : 89,658 MF. La part de l'autofinancement prévisionnel est de 35,5 MF, il était de 35 MF pour 1998. Celle des dotations aux amortissements est de 54 MF. Elle était de 53,3 MF l'an dernier.

Le budget s'équilibre sans qu'il soit nécessaire de recourir à l'emprunt.

Budget primitif 1999 - budget annexe des eaux - section d'investissement (en F) - tableau n° 4 -

Investissement opérationnel	Dépenses 1999	Recettes 1999	Charge nette
maintenance	1 551 000		1 551 000
programme général de travaux	41 050 000	4 000 000	37 050 000
travaux pour tiers	7 000 000	5 800 000	1 200 000
renouvellement des conduites	10 000 000		10 000 000
augmentation de la capacité de stockage	13 000 000	6 000 000	7 000 000
sécurité de la ressource	31 100 000	14 500 000	16 600 000
- barrière hydraulique 2° tranche	3 100 000	1 000 000	
- télégestion	5 000 000	2 000 000	
- retours d'eau	2 000 000		
- bornes de lavage et puisage	2 000 000		
- captage Crépieux-Charmy (réhabilitation des sols)	1 000 000		
- captage Crépieux-Charmy (enfouissement des lignes 20 000 volts)	4 000 000	2 000 000	
- transfert captage Saint Priest	13 000 000	9 500 000	
- terrains pour champs captants	1 000 000		
raccordement des communes extérieures	500 000		500 000
sous-total des aides et subventions		30 300 000	
recettes de TVA		17 589 432	
sous-total de l'investissement opérationnel	104 201 000	47 889 432	56 311 568
mouvements financiers			
amortissements	9 023 220	63 012 741	
dette	37 739 530	168 034	
créances de TVA	17 589 432	17 589 432	
créance pour l'usine de secours		4 602 622	
FCTVA		52 560	
cessions d'éléments d'actif		815 000	
autofinancement prévisionnel		35 500 000	
sûreté budgétaire	1 076 639		
sous-total des mouvements financiers	65 428 821	121 740 389	
sous-total des mouvements réels	160 606 601	70 949 046	89 657 555
total général de la section d'investissement	169 629 821	169 629 821	

B - Propose de délibérer comme suit ;

Vu ledit dossier ;

Vu la délibération du conseil de communauté en date du 2 décembre 1996 et celle en date du 19 décembre 1996 ;

Oùï l'avis de sa commission finances et programmation ;

DELIBERE

1° - Approuve le budget primitif de l'exercice 1999 du budget annexe des eaux arrêté à 316 113 760 F.

2° - Dit que :

a) - les crédits sont exécutoires par le comptable public pour leurs montants par compte à deux chiffres pour la section d'investissement et des classes 6 et 7 d'exploitation à l'exception des comptes :

- 60, achats et variations des stocks,
- 61, services extérieurs,
- 62, autres services extérieurs,
- 709, ristournes,

qui forment un chapitre.

b) - les tarifs en francs s'évalueront en euros dès que le taux de conversion sera connu.

3° - Décide :

a) - l'attribution de subventions accordées, telles qu'elles figurent dans l'état annexé au projet de budget,

b) - de fixer le prix de base de l'eau, conformément à l'avenant n° 11 du contrat d'affermage approuvé en conseil de communauté lors de sa séance du 19 décembre 1996.

4° - Applique les durées d'amortissement telles qu'approuvées en conseil de communauté lors de sa séance du 2 décembre 1996.

5° - Confirme que, pendant l'année 1999, l'ensemble des dispositions prises par l'Etat en matière de charges salariales s'étendront également aux agents communautaires.

6° - Fixe la contre-valeur de la taxe de Voies navigables de France à 0,015 F HT le mètre cube d'eau potable facturé.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,